

Les premières auditions des « Commissaires désignés » ont dominé l'actualité européenne de la semaine. A l'exception de la roumaine Roumiana Jeleva, mise en difficulté par des problèmes présumés avec sa déclaration d'intérêt financiers, l'ensemble des candidats a passé l'examen avec succès, donnant quelques pistes sur les orientations futures de la nouvelle Commission :

• **L'objectif des « 3x20 », source d'emploi :** M. Oettinger (Energie), Mme Hedegaard (action climatique) et M Potocnik (Environnement) partagent la même volonté de développer une croissance verte source d'emplois, qui intègre les problématiques climatiques et qui soit basée sur l'efficacité énergétique et sur une production basse en carbone.

Ils ont plaidé pour le développement des ENR, tout en promettant un bilan écologique et économique complet sur les marchés publics verts et sur les bioénergies. Les deux candidats ont mis l'accent sur la recherche dans le domaine de l'énergie, citant en particulier les véhicules électriques ou les technologies de type CCS, vis-à-vis duquel Mme Hedegaard s'est toutefois montrée prudente, demandant des études d'impact avant de prendre des mesures en la matière ; Cette logique d'étude d'impact pourrait également s'appliquer à tout nouveau projet d'infrastructure. Prudence également sur la question nucléaire, dont il a été rappelé qu'elle était du ressort des Etats membres.

M. Oettinger s'est engagé à présenter un plan d'action révisé pour l'efficacité énergétique, tout en demandant un délai pour discuter de l'opportunité d'établir des objectifs contraignants. Mme Hedegaard a quant à elle souhaité la mise en œuvre d'un vaste plan transports/climat. Elle a en outre plaidé en faveur d'un passage à un objectif de 30% d'émissions de GES en Europe.

• **Budget et fiscalité :** M. Lewandowski (Budget) a rappelé que les questions d'environnement, considérées comme prioritaires, auront des conséquences budgétaires. Annonçant une révision de la partie « recettes » du budget communautaire, il estime que qu'il faudra tenir compte de toutes les options sur la table : cela comprend en particulier une taxe sur le CO₂, soutenue par M. Semeta (Fiscalité – Union douanière – Audit), ainsi qu'une hausse des ressources propres, qui ne devraient toutefois pas donner lieu à une taxe carbone au frontrière, à laquelle s'est opposé M. De Gucht (Commerce), même si Mme Hedegaard n'a pas totalement exclue cette option en cas d'échec des négociations internationales ; cette question ne pourra quoiqu'il en soit être tranchée avec le 30 juin 2010, date de parution du rapport de la Commission sur le marché européen du carbone.

• **Marché du carbone :** Concernant le rôle de denier, Mme Hedegaard a prôné son extension à l'échelle internationale ; au niveau européen, elle a plaidé pour la mise en place d'une plate forme unique d'enchères.

• **Concurrence :** Les abus de position dominante et les ententes délictueuses resteront la cible principale de M. Almunia (Concurrence), dans le prolongement de la politique menée précédemment par Nelly Kroes. Les amendes sont « une dissuasion qu'il faut maintenir au niveau nécessaire [...] l'actuel système de sanctions ayant fait ses preuves »

• **Concessions :** Même si rien n'est à ce jour décidé, M. Barnier (Marché intérieur & services financiers) a déclaré vouloir trouver une solution à la « situation d'insécurité juridique » qui touche les contrats publics que sont les concessions et qui pénalisent notamment les collectivités locales. Sa démarche devrait tenir compte des particularismes nationaux et régionaux.

• **Droits des consommateurs :** M. Dalli (Santé & Protection des consommateurs) et M. Almunia se sont exprimés en faveur des recours collectifs, insistant toutefois sur le besoin d'éviter les dérives du système américain des class actions.

• **Sécurité d'approvisionnement** : En matière de sécurité énergétique, M. Oettinger a souhaité une « coordination accrue » des politiques énergétiques des 27. Il a prôné le renforcement des interconnexions et des infrastructures de transport d'électricité et de gaz, dans la plus grande transparence, au profit des consommateurs. Il a aussi appelé au développement d'infrastructures pour les renouvelables, assurant avoir une « vision » pour un super réseau intelligent européen (Supergrid) devant relier la mer du Nord à la Méditerranée.

Il a défendu la poursuite d'une politique extérieure « plus solidaire » basée sur la conclusion d'accords multilatéraux entre les Vingt-sept et les pays fournisseurs tiers sur la construction d'infrastructures et sur les livraisons plutôt que des accords bilatéraux égoïstes entre un État membre et un pays fournisseur. Cela implique en parallèle le besoin – exprimé par ailleurs par Mme Ashton (relations extérieures) – d'une « relation forte avec la Russie et d'une stratégie énergétique claire, orientée vers la diversification énergétique »

1. POLITIQUE ENERGETIQUE & DEVELOPPEMENT DURABLE

» Les objectifs européens de l'après-Copenhague

Lors de sa participation au Forum sur l'état de l'Union, le Président Barroso a réaffirmé la volonté de l'Europe de montrer l'exemple en matière de réduction de GES, et ce malgré « l'échec » des négociations climatiques de Copenhague. Il mise à cet égard sur le rôle moteur de la future Stratégie UE-2020, dont il estime qu'elle permettra de remettre l'Europe sur les rails de l'innovation et de la transformation. Témoin de son importance, l'après-Copenhague figure en bonne place du Conseil européen de Séville (14-17 janvier) qui devra commencer à élaborer la position stratégique de l'UE, dont la finalisation est prévue pour la réunion du Conseil du 11 février à Bruxelles.

L'objectif premier est aujourd'hui l'application de l'accord signé en décembre. Comme tous les autres pays industrialisés, l'UE devra notifier avant le 31 janvier son engagement de réduction d'émissions de CO₂. Au vu des engagements des autres parties, elle décidera s'il convient ou non de revoir à la hausse son objectif d'une réduction de 20% des émissions à l'horizon 2020 par rapport à 1990. Les participants se pencheront également sur les modalités du financement en faveur des pays en développement, sur les mécanismes de protection des forêts et sur le transfert de technologies.

Commission et Conseil examineront d'autre part la stratégie à adopter pour tenter de rallier le maximum de pays à l'Accord signé en décembre, tous n'étant pas signataires, en garantissant dans le même temps qu'il pourra être traduit en un texte juridiquement contraignant en 2010. D'ici là, l'Union européenne devrait s'attacher à mettre en œuvre le paquet énergie-climat sur son territoire.

» Infrastructures, transparence et technologies énergétiques au programme du Conseil

Les chefs d'Etats et de gouvernement présents à Séville devraient également examiner le plan d'action révisé pour l'efficacité énergétique, le du nouvel instrument pour la transparence des projets d'investissement dans les infrastructures, ainsi que du plan de financement de la stratégie de développement des technologies énergétiques (SET-Plan).

» Zapatero pour un marché unique de l'énergie et des politiques contraignantes

Le premier ministre espagnol, responsable de la Présidence tournante de l'Union, a exprimé son souhait d'un renforcement des politiques économiques de l'Union européennes. Estimant que la forme de la 'politique commune' actuellement en place était insuffisante, il a plaidé pour la mise en place d'un « marché unique de l'énergie ». Il a par ailleurs estimé nécessaire d'accroître les efforts en matière de technologies et d'innovations, et a appelé à la mise en place d'une stratégie UE-2020 « de nature contraignante », qui prévoirait des incitations, et, si possible, des mesures correctrices lorsque les pays s'écartent des objectifs définis.

» Energies renouvelables : Eolien

- Vaste projet de parcs éoliens off-shore au Royaume-Uni – Le gouvernement britannique a retenu la candidature de 9 consortiums chargés de développer 9 parcs d'éoliennes off-shore au large des côtes de Grande-Bretagne, pour une production totale de 32 gigawatts, destinés à couvrir 25% des besoins électriques du Royaume à l'horizon 2020. L'investissement total est estimé à 100 milliards d'euros. Le défi est de taille pour les entreprises retenues (parmi lesquelles le britannique Centrica, propriétaire de British Gas ; Scottish and Southern Energy ; l'allemand RWE ; l'espagnol Iberdrola, qui possède Scottish Power ; le suédois Vattenfall...) avec un investissement total estimé à 100 milliards d'euros et des projets qui concernent parfois des éoliennes de 200 mètres de haut. Cette situation explique l'intense lobbying qui se prépare du côté des exploitants pour obtenir des garanties sur les prix de revente de leur électricité.
- L'énergie éolienne met le réseau électrique sous tension en Allemagne – Le gestionnaire du réseau allemand de Vattenfall s'est trouvé dans une « situation critique » 197 jours l'année dernière (à comparer à 175 jours en 2008, 155 jours l'année précédente et 80 jours seulement en 2006). Cette mise sous tension est due à un pic de production au sein d'un parc très développé, qui a entraîné un déséquilibre offre-demande important à l'échelle du pays. Conséquence supplémentaire : les acheteurs d'électricité éolienne n'ont pas payé leur énergie sur le marché de gros, mais ce sont eux qui ont été payés pour consommer le courant qu'il fallait écouler, à un tarif de 35 euros par mégawatheure.

» Sécurité d'approvisionnement en Gaz

- Garanties sur l'approvisionnement européen – Le groupe de coordination pour le gaz (Commission européenne, experts des États membres, régulateurs nationaux, représentants de l'industrie et des consommateurs), a confirmé que les niveaux de stockage étaient supérieurs à ceux de l'an dernier et s'est félicité de la capacité du secteur à assurer la continuité de l'approvisionnement de tous les consommateurs.
- La Pologne réaffirme son opposition à Nordstream – Le ministre polonais des affaires étrangères a estimé que le projet de gazoduc Nord Stream représentait un gaspillage de l'argent des consommateurs européens. Ce projet, dont GDF-Suez est partie prenante et qui doit relier la Russie à l'Allemagne sous la mer baltique, a été plusieurs fois la cible des autorités polonaises et baltes, qui considèrent qu'il contribuera à accroître la dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Russie. Plus tôt dans la semaine, Des groupes environnementaux estoniens avaient d'ailleurs demandé à la Commission européenne d'agir contre les pays de l'UE qui ont accordé le permis de construire aux promoteurs de Nord Stream, les accusant de ne pas se conformer à la législation environnementale de l'UE.

2. MARCHE INTERIEUR & CONCURRENCE

» Lancement de la consultation publique sur le Plan Eurogrid 2020

ENTSO-E a ouvert une consultation publique en vue de l'adoption, en mars 2010, d'un plan de recherche et de développement sur le réseau (Eurogrid 2020). Requis par le 3^{ème} paquet Energie, ce document présente les domaines prioritaires de recherche et définit 14 axes de travail pour 2010-2018. Il doit permettre de contribuer à accélérer les activités de R&D dans des domaines tels que l'utilisation des super réseaux, des réseaux off-shore, des câbles à haute tension ainsi que l'intégration des ENR. Ses axes prioritaires devraient mettre l'accent sur l'architecture et les outils de planification du réseau paneuropéen, la technologie destinée à augmenter tant la flexibilité du système de transport que les techniques de simulation pour de nouvelles options relatives à la physionomie du marché. Il devrait également contribuer à soutenir l'émergence de produits plus spécifiques permettant l'observation du comportement du réseau paneuropéen et une meilleure surveillance des marchés paneuropéens. Le plan Eurogrid, prévu pour démarrer en 2010/2011, pourra être revu tous les 2 ans.

» Fronde face à la forte croissance de exportations de biodiesel argentin vers l'UE

Les exportations argentines de biodiesel vers le marché communautaire sont passées de moins de 5.000 tonnes à quelque 100.000 tonnes par mois entre juillet 2008 et juillet 2009 ; elles pourraient atteindre plus de 1 million de tonnes en 2009, contre seulement 70 000 tonnes en 2008. Pour le Bureau européen du biodiesel (EBB), qui défend les intérêts des producteurs européens, cette croissance exponentielle est due à un différentiel entre les taxes argentines à l'exportation de biodiesel, de l'ordre de 20%, et les taxes argentines à l'exportation d'huile de soja, sa matière première, de l'ordre de 32% ; ce différentiel créerait une « incitation artificielle » à la production et l'exportation de biodiesel. L'EBB, qui a déjà obtenu gain de cause dans son combat contre les importations de biodiesel américain B99 (frappées de droits antidumping et compensateurs instaurés depuis mars 2009) souhaite aujourd'hui étudier « toutes les options légales et politiques possibles » pour faire face au cas argentin.

» La Commission autorise les aides fiscales hongroises en faveur des transports propres

L'exemption en Hongrie du remboursement des droits d'accises dans le transport ferroviaire et la navigation fluviale a été jugée compatible avec la directive sur la taxation de l'énergie. Ces dispositions incitatives en faveur de modes de transport plus propres ont été jugées nécessaires et proportionnées. La Commission a notamment vérifié que la réduction des coûts externes par tonne au kilomètre liée à l'utilisation de modes de transport plus propres était supérieure à celle liée au issue du transport routier.

» Recul de 6,7% de la consommation d'électricité en Italie en 2009

La consommation d'électricité a reculé de 6,7% en 2009 en Italie, pour s'élever à 316,9 milliards de kilowattheure. Ce recul, principalement lié à la crise économique, serait le plus important enregistré dans le pays depuis la Seconde Guerre mondiale. La consommation d'électricité a reculé plus fortement au premier semestre (-8,7%) qu'au second (-4,6%). En décembre, elle a enregistré son meilleur résultat de l'année, avec un léger repli de 1,4% sur un an. Terna assure que cette mauvaise performance de la consommation d'électricité n'aura aucune incidence sur ses plans de développement du réseau

3. ACTIVITE PARLEMENTAIRE

» Lancement de l'intergroupe parlementaire sur les services publics

Ce groupe de travail, qui regroupera des eurodéputés de différents groupes politiques, a vocation à approfondir les travaux des commissions parlementaires sur les textes législatifs (initiatives de la Commission) et non législatifs (Initiatives du Parlement, positions politiques) liés à la problématique « services publics », entre autres, la question des Partenariats Public Privé. Il réunit la Française Françoise Castex et le Suédois Göran Färm du groupe S&D, la Française Elisabeth Morin-Chartier et le Hongrois Csaba Öry du groupe PPE, le Français Pascal Canfin et l'Allemand Sven Giegold du groupe des Verts/ALE, le Français Jean-Luc Bennahmias du groupe ADLE et le Portugais Miguel Portas du groupe GUE/NGL.

» Agenda de la plénière

Le Parlement européen se réunira en séance plénière du 18 au 21 janvier 2009. L'audition des commissaires désignés (lundi soir et mardi matin), le programme de la Présidence espagnole, l'élection du Médiateur, SWIFT, les résultats du Sommet de Copenhague (mercredi) et le séisme en Haïti seront au centre des travaux des députés (jeudi).